



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9373^e séance

Mardi 11 juillet 2023, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Kariuki	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Albanie	M. Hoxha
	Brésil	M. França Danese
	Chine	M. Geng Shuang
	Émirats arabes unis	M. Abushahab
	Équateur	M. Pérez Loose
	États-Unis d'Amérique	M. DeLaurentis
	Fédération de Russie	M. Nebenzia/M. Polyanskiy
	France	M. de Rivière
	Gabon	M ^{me} Onanga
	Ghana	M. Anyanah
	Japon	M ^{me} Shino
	Malte	M. De Bono Sant Cassia
	Mozambique	M. Afonso
	Suisse	M ^{me} Chanda

Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Bryce Greene, journaliste indépendant ; et M. Jeffrey A. Brodsky, journaliste indépendant.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. Greene.

M. Greene (*parle en anglais*) : Je m'appelle Bryce Greene, et je suis organisateur de campagnes, étudiant de troisième cycle et critique des médias à titre indépendant. Mon travail est publié par l'organisation Fairness and Accuracy in Reporting et repris dans d'autres médias, notamment Salon et Monthly Review Online. Je suis aussi un citoyen américain, et je suis par conséquent responsable des actions de mon gouvernement, dans la mesure où j'ai la possibilité de les influencer. Cependant, je me présente ici devant le Conseil de sécurité en mon nom propre et je ne représente aucun gouvernement ni aucune organisation. C'est mon travail de critique des médias et l'étude de la guerre en Ukraine en général qui m'ont amené à enquêter sur l'attaque contre le gazoduc Nord Stream et sur la réponse internationale qu'elle a suscitée.

Pour rappel, aux alentours de minuit le 26 septembre 2022, plusieurs fuites ont été détectées le long du tracé des gazoducs Nord Stream. Selon les relevés sismiques, ces fuites étaient clairement le résultat d'un sabotage délibéré et non d'un accident. Pour les responsables, experts et médias occidentaux, le coupable était tout désigné : la Russie. De nombreux articles et responsables gouvernementaux ont immédiatement pointé du doigt la Russie. Comment expliquaient-ils que la Russie fasse exploser son propre gazoduc ? De l'aveu même du *New York Times*, « on ne voit pas très bien pourquoi Moscou chercherait à endommager des installations dont la construction et l'entretien ont coûté des milliards de dollars à Gazprom ». La presse s'est toutefois rapidement ralliée à la thèse selon laquelle ces attaques étaient simplement un « rappel de la part de Moscou ». D'après les responsables, experts et médias occidentaux, la Russie se serait attaquée elle-même pour intimider l'Occident.

Or, le fait d'imputer la responsabilité à la Russie est problématique à plus d'un titre. D'une part, les flux de gaz en provenance de la Russie constituaient un moyen de pression majeur sur l'Europe au regard de son soutien à l'Ukraine. Ne plus disposer de ce moyen de pression revenait à porter gravement préjudice – et cela a effectivement été le cas – aux intérêts stratégiques de la Russie sur ce front. D'autre part, la Russie avait déjà fait des déclarations exhortant l'Allemagne, qui subissait alors les effets de la hausse des prix de l'énergie, à mettre fin aux sanctions contre le gazoduc Nord Stream, affirmant que les deux lignes pouvaient être ouvertes. Fait important, nous savons maintenant que le principal enquêteur, qui est suédois, a déclaré à la presse, « Est-ce que selon moi, la Russie est responsable des explosions qui ont touché Nord Stream ? Je ne l'ai jamais cru. Ce n'est pas logique. »

L'autre problème que pose le fait de rejeter immédiatement la faute sur la Russie est qu'un autre coupable qui vient immédiatement à l'idée, les États-Unis, a été totalement ignoré en tant que suspect potentiel. Pourquoi donc ? Comme nous allons le voir, les preuves indirectes de la complicité des États-Unis dans ces attaques sont beaucoup plus convaincantes que celles concernant la Russie.

La stratégie des États-Unis et de l'OTAN consiste depuis longtemps à empêcher l'intégration entre l'Europe occidentale et la Russie. C'était une évidence dès les premiers jours de la période d'après-guerre. Le premier Secrétaire général de l'OTAN, Lord Hastings Ismay, fit clairement savoir que le rôle de l'OTAN en tant qu'organisation consistait à « maintenir les Russes à l'écart, les Américains à l'intérieur et les Allemands à terre ». Cela n'a pas vraiment changé au cours des 80 dernières années.

Depuis l'annonce du deuxième projet Nord Stream, trois Gouvernements des États-Unis successifs ont fait tout leur possible pour stopper le projet de gazoduc. Les Gouvernements Obama, Trump et Biden s'y sont tous opposés. Même les gens qui définissent la stratégie mondiale de l'armée ont pris ces faits en considération.

C'est ce qu'il ressort d'une étude de la RAND Corporation publiée en 2019. Cette étude portait sur les moyens d'accabler la Russie et de la déséquilibrer. Plus précisément, elle réfléchissait aux meilleurs moyens d'exploiter « les vulnérabilités et les craintes économiques, politiques et militaires de la Russie ». Elle a également fait une recommandation prophétique, encourageant les États-Unis à commencer à « fournir davantage de matériel et de conseils militaires » à l'Ukraine pour « pousser la Russie à s'impliquer plus directement dans le conflit

et à subir de plus lourdes conséquences ». Dans le même temps, l'étude reconnaît que « la Russie pourrait réagir en organisant une nouvelle offensive et en s'emparant de nouveaux territoires ukrainiens ». Nous savons ce qui s'est passé, donc il s'agit clairement d'un document important pour comprendre la situation sur place. Plus pertinent encore pour le présent débat, l'étude recommande de réduire les exportations de gaz naturel russe et d'entraver l'expansion des gazoducs. Elle indique « qu'une première étape consisterait à arrêter Nord Stream 2 », et que le gaz naturel en provenance des États-Unis et de l'Australie pourrait constituer une solution de remplacement.

Je me dois d'ajouter que si l'on consulte cette étude en ligne aujourd'hui, elle est accompagnée d'une mise en garde affirmant qu'elle est détournée par des propagandistes pro-russes. J'estime cependant que le contenu de cette étude parle de lui-même, tout comme les paroles et les actes des responsables des États-Unis.

Je rappelle qu'au début de l'Administration Biden, le Secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken, a déclaré au Congrès qu'il était déterminé à faire tout son possible pour empêcher que le projet Nord Stream 2 soit achevé. La Sous-Secrétaire d'État, Victoria Nuland, a déclaré à la presse : « Si la Russie envahit l'Ukraine, d'une façon ou d'une autre, Nord Stream 2 n'aura pas lieu ». En février, le Président Biden a déclaré à des journalistes, « Si la Russie envahit, il n'y aura plus de Nord Stream 2 ; nous y mettrons fin. Je vous le promets, nous serons en mesure de le faire. » Et après l'attaque, Blinken et Nuland se sont félicités de la destruction des gazoducs, la qualifiant de « formidable occasion ».

Le 8 février, Seymour Hersh, journaliste américain chevronné, a publié un article important sur son compte Substack, sur la question des responsables de ces attaques. L'article s'appuyait sur des sources anonymes au fait de l'opération, dont l'une était disposée à s'exprimer publiquement. Il avance que le gazoduc a été attaqué sur l'ordre de Joe Biden et de son conseil de sécurité nationale, d'après des plans antérieurs à la guerre. Il explique que des plongeurs de la marine américaine ont utilisé l'exercice BALTOPS conduit par l'OTAN en juin 2022 comme couverture pour placer des explosifs sur le gazoduc qui ont été activés trois mois plus tard, en septembre.

Des analystes de la communauté du renseignement de sources ouvertes ont réagi, évoquant des différences entre certains des navires mentionnés dans le papier de Hersh et les informations disponibles au sein de la communauté du renseignement de sources ouvertes, mais Hersh a répondu à ces critiques en soulignant que des opérations secrètes étaient peu susceptibles de laisser des traces accessibles au public.

De son côté, la Maison Blanche a décrété que l'article de Hersh était totalement faux, mais compte tenu de l'intérêt que portaient les États-Unis à l'explosion de ces gazoducs, ces dénégations ne veulent rien dire. Des chercheurs, notamment l'universitaire suédois Ola Tunander, ont collecté des informations qui semblent corroborer certains éléments du papier de Hersh, mais à ma connaissance, ces pistes n'ont pas encore été examinées sérieusement par les enquêteurs occidentaux.

Après la publication de l'article de Hersh, une nouvelle thèse a vu le jour dans la presse américaine et européenne, selon laquelle un « groupe pro-ukrainien » était à l'origine de l'attaque. Ces articles, citant des informations provenant ostensiblement de l'enquête allemande en cours, affirment qu'un petit bateau, l'*Andromeda*, a joué un rôle clef dans le complot pour faire exploser les gazoducs. Toutefois, certains enquêteurs restent sceptiques quant au rôle qu'il aurait pu jouer.

Toutefois, comme les États-Unis, l'Ukraine a de nombreuses raisons de vouloir se débarrasser du gazoduc. En 2021, deux Ministres ukrainien et polonais ont publié un article dans *Politico*, intitulé « Nord Stream 2 has damaged the West enough. Time to put an end to it. » (Nord Stream a suffisamment nui à l'Occident. Il est temps d'y mettre fin.)

Cette histoire a été corroborée par le *Washington Post*, qui a publié un complément à l'histoire des fuites du service de messagerie Discord. Selon des communications entre hauts responsables ukrainiens interceptées par les services de renseignement américains, Zelenskyy préconisait des actions plus audacieuses contre la Russie, notamment des attaques contre les gazoducs.

Nous avons également appris que les États-Unis formaient les Ukrainiens à des opérations sous-marines similaires à celle qui semble avoir été menée contre Nord Stream 2. Selon de nombreux articles publiés dans la presse occidentale, les services de renseignement néerlandais ont transmis des informations concernant une attaque ukrainienne potentielle à la Central Intelligence Agency, laquelle en a ensuite averti l'Allemagne. Donc, d'après des sources occidentales traditionnelles, les États-Unis avaient entendu parler de ces attaques à l'avance.

Une enquête approfondie a été menée par le journaliste James Bamford, qui a indiqué qu'il était presque certain que les États-Unis en savaient plus sur cette attaque qu'ils ne voulaient bien l'admettre, qu'elle ait été commise par les États-Unis eux-mêmes ou par les Ukrainiens. Il convient de citer des extraits de son article. Il écrit :

« Les services de renseignement américains surveillent en permanence la Russie et d'autres

pays quasiment en temps réel depuis les fonds marins, y compris dans la mer Baltique, où une forêt de récepteurs acoustiques placés en eau profonde auraient certainement pu déterminer le moment et le lieu précis où ces énormes explosions sous-marines se sont produites. »

Il ajoute :

« Surtout, en analysant le son du moteur de chaque navire, sous-marin et engin sous-marin sans pilote passé par-là aux alentours de la date du sabotage, les services de renseignement américains auraient probablement pu « reconnaître l’empreinte » de chacun et en déterminer la nationalité et l’identité précise. Si le transpondeur d’un navire peut être éteint, le rendant invisible pour les satellites, tant que ses moteurs tournent il peut être détecté par l’Integrated Undersea Surveillance System des États-Unis, un système peu connu et ultra secret. »

En conséquence, il est probable que les États-Unis en savent beaucoup plus sur ce qui s’est passé qu’ils ne l’admettent. Pour résumer, le consensus parmi la presse et les responsables occidentaux est que soit les États-Unis soit l’Ukraine ont à voir avec cette attaque, et que s’il s’agit de l’Ukraine, elle a sans aucun doute reçu l’aval des États-Unis.

Toutes les personnes présentes le savent probablement déjà, mais étant donné que les États-Unis peuvent bloquer n’importe quelle motion au Conseil de sécurité, il est peu probable que la situation évolue. Comment faire changer les choses ? Je vais adresser mes commentaires suivants aux membres de la presse occidentale – les gens de CNN, du *Washington Post*, du *New York Times* – les principaux organes de presse américains qui ont les ressources et le pouvoir nécessaires pour enquêter sur cette attaque et exiger des réponses de la part des responsables américains. Mais très peu de reportages ont pris la peine d’analyser la situation et d’examiner sérieusement les éléments de preuve, et très peu de questions ont été posées à l’Administration Biden.

Un article publié dans le *New York Times* est emblématique de l’attitude générale du pays. Il est écrit qu’une « vague de nouvelles conclusions et de récits contradictoires a semé la méfiance entre alliés occidentaux ». Mais surtout, le *New York Times* reconnaît qu’il « pourrait n’être dans l’intérêt de personne d’en dire plus. » Dans l’intérêt de personne ? Sérieusement ? Ils ont renoncé à leur rôle qui consiste à demander des comptes aux puissants.

Pour conclure, l’Occident a laissé ces révélations s’effacer en arrière-plan. Même si l’on s’amuse à deviner si ce sont des plongeurs américains ou ukrainiens qui

ont placé les explosifs, les analystes et les responsables occidentaux semblent s’accorder sur les principaux faits, à savoir que les attaques provenaient de l’Occident, que l’exercice BALTOPS a fourni la couverture pour ces attaques et que les États-Unis en savent beaucoup plus que ce qu’ils disent. Ces faits et ce qu’ils impliquent doivent être bien compris et traités sérieusement par le Conseil de sécurité et la presse mondiale.

Les médias occidentaux ne font pas vraiment d’efforts pour demander des réponses, et la distinction entre les deux versions de l’histoire – « les États-Unis sont responsables » ou « l’Ukraine est responsable » – est une distraction. C’est une distinction qui ne fait aucune différence. Dans les deux cas l’Occident est clairement complice et coupable de garder le silence, au minimum. J’exhorte le Conseil de sécurité, et surtout la presse occidentale, à user de leur pouvoir et de leur autorité considérables pour faire la lumière sur la situation et demander des comptes aux personnes, organisations et nations qui pourraient être responsables de cet acte de terrorisme.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Greene de son exposé.

Je donne maintenant la parole au deuxième intervenant demandé par la Fédération de Russie, M. Brodsky.

M. Brodsky (*parle en anglais*) : Je m’appelle Jeffrey Brodsky. Je suis le seul journaliste à s’être rendu sur les quatre sites d’explosion des gazoducs Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique. J’enquête sur le sabotage des gazoducs Nord Stream depuis le jour où il s’est produit, le 26 septembre 2022. Je me présente devant le Conseil de sécurité en mon nom propre. Je ne représente aucun gouvernement ni aucune organisation dans le témoignage que je vais livrer.

L’attaque des gazoducs Nord Stream est probablement l’acte d’écoterrorisme le plus grave et le cas de sabotage industriel le plus important de l’histoire. En vertu des Chapitres V et VI de la Charte des Nations Unies, deux des fonctions et pouvoirs du Conseil de sécurité sont de maintenir la paix et la sécurité internationales « conformément aux buts et principes des Nations Unies » et d’enquêter sur tout différend ou toute situation qui pourrait entraîner un désaccord entre nations ». Le fait de traduire les responsables du sabotage des gazoducs Nord Stream devant la justice internationale et d’indemniser les parties touchées fera progresser la paix et la sécurité internationales et atténuera les désaccords entre nations, tout en contribuant à prévenir de nouvelles attaques contre des infrastructures internationales critiques. J’en appelle par conséquent au Conseil de sécurité pour qu’il s’acquitte

des fonctions et des pouvoirs que lui confère la Charte en diligentant une enquête impartiale sur le sabotage des gazoducs Nord Stream.

Fin mai, j'ai participé à une expédition indépendante sur les quatre sites d'explosion des gazoducs Nord Stream 1 et 2. L'enquête a permis d'obtenir des images et des vidéos prises par des drones sous-marins, ainsi que des images sonar, des gazoducs endommagés. Le public n'avait jamais vu ces images et ces vidéos auparavant, et elles fournissent des renseignements inédits sur les quantités d'explosifs utilisées lors de l'attentat, les types de charges et leur emplacement. Après analyse des données recueillies pendant l'expédition, des experts militaires et civils ont pu tirer des conclusions sur la manière dont les gazoducs avaient été endommagés. Il a notamment été prouvé que les précédents rapports indiquant que plus de 500 kilogrammes d'explosifs avaient été utilisés sur chaque site d'explosion étaient inexacts. D'après mon reportage et les résultats de l'expédition, la quantité réelle d'explosifs utilisée se situe entre 10 et 50 kilogrammes et penche vraisemblablement vers le bas de cette fourchette. Toutefois, ni les données obtenues pendant l'expédition ni mon travail d'enquête n'ont jusqu'à présent permis d'attribuer de manière concluante le sabotage à un État-nation particulier, et il se peut que seul le Conseil de sécurité soit en mesure de le faire. Pour atteindre cet objectif, je suis convaincu que de nombreuses personnes dans le monde apprécieraient le concours du Conseil.

L'Union européenne a d'ailleurs mis en garde contre le fait que

« [t]oute perturbation délibérée des infrastructures énergétiques européennes est totalement inacceptable et donnera lieu à une réponse forte et unie ».

Cependant, il est difficile de savoir quelles mesures l'Union européenne a prises pour identifier l'auteur de l'attaque. En outre, les membres du Conseil et le grand public savent que trois pays, l'Allemagne, le Danemark et la Suède, ont mené des enquêtes sur le sabotage. Malheureusement, aucun de ces pays n'a divulgué les résultats de ses enquêtes, alors que neuf mois se sont écoulés depuis le sabotage. J'ai personnellement contacté à plusieurs reprises les enquêteurs allemands, danois et suédois pour leur demander de réagir à mon reportage et aux conclusions de l'expédition, mais ils ont refusé de faire le moindre commentaire. La raison pour laquelle ces pays n'ont pas communiqué leurs résultats au public n'est pas claire.

La mer Baltique est probablement la zone maritime la plus fréquentée et la plus surveillée au monde. Comme me l'a dit un député européen,

« Pensez-vous qu'un attentat terroriste comme celui-ci, dans les eaux internationales, dans une mer observée par de nombreux systèmes de surveillance, puisse se produire sans que personne ne s'en aperçoive ? C'est difficile à croire. L'attaque n'a pas eu lieu sur Mars, mais en mer Baltique ».

Il existe également des raisons économiques suffisantes pour que les trois pays publient leurs résultats. La construction des gazoducs a coûté plus de 23 milliards de dollars, et leurs propriétaires, exploitants et parties prenantes sont originaires de plusieurs pays. Une grande partie de l'inflation qui frappe actuellement les familles et les petites entreprises dans toute l'Europe a été provoquée par le manque de gaz naturel bon marché. L'industrie allemande a particulièrement pâti de ce sabotage, car les coûts de fabrication ont augmenté. Nord Stream 1 pourrait à lui seul fournir 58 % de la consommation annuelle de gaz de l'Allemagne or, selon une étude, « l'excédent commercial de l'Allemagne, qui a perduré pendant trois décennies, s'est transformé en déficit, sous l'effet de la hausse des prix du gaz ». Qui plus est, les conséquences écologiques de ce sabotage seront probablement énormes. Les explosions ont provoqué ce qui pourrait être la plus importante émission de méthane de l'histoire, un gaz à effet de serre au potentiel de réchauffement de l'atmosphère plus de 25 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone, selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement. À ce jour, l'Allemagne, le Danemark et la Suède ne semblent hélas pas disposés à partager les résultats de leurs enquêtes avec le public.

Il est particulièrement intéressant de noter que la Suède a été le premier pays à arriver sur les lieux du crime et à mener des enquêtes, y compris à enlever des débris et des matériaux. En fait, les enquêteurs suédois ont retiré à deux reprises au moins des débris et des matériaux d'une des scènes de crime. En octobre 2022, lorsque le journal suédois *Expressen* a publié des images et des vidéos de la rupture d'un des gazoducs, les médias ont de nouveau porté leur attention sur ces actes de sabotage. Les enquêteurs suédois ont ensuite interdit l'accès à la zone pendant plusieurs jours et poursuivi leur travail d'enquête. On ne sait toujours pas pourquoi les enquêteurs suédois ont agi ainsi et quelles informations les débris et les matériaux qu'ils ont retirés pourraient fournir sur le sabotage. Même si les trois pays rendaient publiques leurs conclusions, il ne semble pas que la Suède, en particulier, ait l'intention de révéler au monde qui est responsable du sabotage. Le Procureur suédois a déjà déclaré que

« l'objectif principal de l'enquête préliminaire suédoise est de déterminer si la Suède ou des

infrastructures suédoises sont impliquées dans l'attaque et si des personnes doivent être poursuivies pour y avoir participé ».

Il s'agit d'un extrait de la traduction anglaise d'un article publié au mois de mai dans un journal européen.

Le sabotage des gazoducs Nord Stream est l'un des actes d'écoterrorisme et de sabotage industriel les plus notables de l'histoire. Il représente aussi l'un des mystères géopolitiques les plus pressants de notre époque. Est-il suffisant d'informer les citoyens du monde, les nombreuses entreprises et les multiples pays touchés par le sabotage en leur disant simplement si la Suède ou des infrastructures suédoises sont impliquées dans l'attaque et si des personnes doivent être poursuivies pour y avoir participé ? Je ne pense pas. Le ou les États-nations responsables du sabotage doivent être tenus de répondre de leur violation du droit international. Les auteurs doivent être identifiés et traduits en justice, et les parties concernées doivent être dûment indemnisées. Bien des personnes dans le monde ont perdu confiance dans les institutions nationales et internationales. J'espère que la condamnation de cet acte de terrorisme mondial et la mise en place rapide d'une enquête menée par le Conseil de sécurité sur un crime mondial d'une telle ampleur pourront contribuer à rétablir en partie cette confiance perdue. Le monde entier a les yeux tournés vers le Conseil de sécurité et compte sur lui pour découvrir la vérité sur ces actes de sabotage et la rendre publique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Brodsky de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions les journalistes indépendants des États-Unis Bryce Greene et Jeffrey Brodsky de leurs exposés, dans lesquels ils ont présenté au Conseil de sécurité des faits objectifs concernant le sabotage des gazoducs Nord Stream en mer Baltique en septembre 2022. Ils confirment notre version des faits, à savoir que la perpétration d'un tel crime aurait tout simplement été impossible sans l'implication directe ou, à tout le moins, l'appui d'un acteur étatique. Cela fait des mois que nous appelons l'attention du Conseil de sécurité sur ce sujet. Nous relevons que, quel que soit le format dans lequel cette question est discutée au Conseil, et quelle que soit la position des délégations sur le projet de résolution que nous avons proposé (S/2023/212), pratiquement tous les membres du Conseil ne cessent de condamner ce crime et reconnaissent

l'importance d'établir la vérité et d'identifier les responsables. Dans le même temps, nos collègues occidentaux ont tenté de convaincre le Conseil que les efforts internationaux n'apporteraient aucune valeur ajoutée tant que les enquêtes nationales menées par Berlin, Copenhague et Stockholm n'étaient pas achevées. Ils ont insisté pour que nous attendions que ces enquêtes soient terminées.

Près de 10 mois se sont écoulés depuis le sabotage et quatre mois depuis le vote sur notre projet de résolution. Jusqu'à hier, aucune information n'avait été communiquée au Conseil de sécurité et à la communauté internationale. Les autorités allemandes, danoises et suédoises se sont obstinées à ne donner aucune réponse intelligible à nos nombreux appels et demandes. Elles n'ont pas répondu au message envoyé en octobre 2022 par le Premier Ministre de la Fédération de Russie, M. Mishustin, sur la nécessité de mener une enquête approfondie sur l'incident avec la participation des représentants des autorités russes et de la société Gazprom. Ils n'ont pas non plus répondu aux nombreuses notes envoyées par les missions russes à ce sujet.

Nous avons à plusieurs reprises appelé l'attention du Conseil sur le fait que sa réaction se résumait à une fin de non-recevoir et à un refus de coopérer sous des prétextes tout à fait absurdes et tirés par les cheveux. Les membres du Conseil ont pu s'en rendre compte par eux-mêmes lorsqu'ils ont reçu des copies de notre correspondance avec les autorités danoises, suédoises et allemandes, que nous avons fait circuler au Conseil en mars (lettres S/2023/193 et S/2023/223).

Nos efforts semblent avoir fait prendre conscience à l'Allemagne, au Danemark et à la Suède que non seulement ils font la sourde oreille aux demandes de la Fédération de Russie, mais aussi qu'ils vont à l'encontre de l'avis du Conseil de sécurité, dont les membres, comme nos débats à huis clos l'ont clairement montré, sont de plus en plus perplexes et mécontents face à l'absence d'informations sur l'avancement des enquêtes nationales.

En conséquence, après avoir reçu un énième carton jaune de la part de la majorité des membres du Conseil, Berlin, Copenhague et Stockholm ont décidé de préparer la lettre conjointe qui a été distribuée hier (S/2023/517). Cette lettre s'apparente hélas elle aussi à une non-réponse et ne saurait se substituer à un véritable exposé de leur part aux membres du Conseil, au cours duquel nous pourrions leur poser des questions, qui sont nombreuses.

En outre, non seulement leur lettre reprend l'affirmation erronée selon laquelle la Russie aurait été informée de l'avancement des enquêtes, mais le choix des termes

employés montre également que les autorités allemandes, danoises et suédoises tentent délibérément de préparer les membres du Conseil de sécurité à ne pas s'attendre à ce que ces enquêtes donnent un quelconque résultat concret. En tout état de cause, il est impossible de dire quand elles seront terminées.

La formulation de la partie consacrée à l'enquête suédoise est encore plus révélatrice :

« [L]’enquête en cours révélera si quelqu’un peut être suspecté de cet acte et poursuivi en justice pour en répondre. »

Cette citation prouve que, depuis le début, les autorités suédoises n’ont jamais eu pour objectif d’identifier les responsables. Dans ce contexte, il n’est évidemment pas question de l’inéluctabilité de la sanction, ce qui est d’autant plus frappant que la Suède, comme nous l’a dit aujourd’hui l’un de nos intervenants, a été la première à se rendre sur les lieux du crime.

L’inaction flagrante des autorités européennes ne peut s’expliquer que par une seule chose : la volonté de faire traîner les choses en longueur pour effacer les traces des véritables auteurs du crime. La campagne de désinformation manifestement coordonnée dans les médias occidentaux témoigne parfaitement de ce point, en tentant de populariser des versions complètement absurdes des événements. Alors qu’auparavant, certains journalistes tentaient activement d’affirmer que c’était la Russie elle-même qui avait fait exploser le gazoduc – un gazoduc qui fonctionnait dans son intérêt – une autre théorie s’est récemment imposée, à savoir que des saboteurs pro-ukrainiens qui n’auraient rien à voir avec le régime de Kiev étaient à l’origine de l’attaque.

Par ailleurs, il est révélateur que dans une récente interview accordée au *Times*, le chef des services de renseignement ukrainiens, Kyrylo Budanov, en réponse à une question directe sur l’implication des autorités ukrainiennes dans l’incident du gazoduc et d’autres attaques terroristes, ait littéralement déclaré ce qui suit :

« Nous le faisons en ce moment même [...]. Nous avons recours à des actions directes. Nous les mettons en œuvre, et nous en raffolons [...]. Nous en sommes fiers et nous n’avons pas peur de les utiliser où que ce soit et contre qui que ce soit. »

Soyons honnêtes. Les fanfaronnades des meneurs du régime de Kiev ne nous inspirent pas confiance. Ils sont prêts à s’attribuer le mérite de n’importe quel « succès » pour détourner l’attention des échecs de l’armée

ukrainienne sur le front et des violations flagrantes des droits humains en Ukraine, qui s’inscrivent dans le contexte du renforcement de la dictature de Zelenskyy.

On se souvient également de la publication d’une version très plausible des événements par le journaliste d’investigation américain Seymour Hersh. Se référant à des sources fiables, il a ensuite cité des informations selon lesquelles, à la suite de la réunion tenue en mars entre le Président des États-Unis Joe Biden et le Chancelier allemand Olaf Scholz, les services de renseignement américains et allemands ont reçu l’ordre de préparer et de promouvoir une autre version pour les médias concernant les auteurs de l’explosion du Nord Stream. Immédiatement après, des articles ont commencé à paraître en masse dans les médias occidentaux, affirmant que la destruction du Nord Stream aurait pu être perpétrée par un petit groupe de quasi-amateurs ne disposant ni d’expertise sérieuse ni de ressources importantes et ne bénéficiant de l’appui d’aucun État et ce, malgré le fait que de nombreux experts indépendants, y compris ceux qui ont pris la parole devant le Conseil de sécurité, comme aujourd’hui, ont clairement indiqué que des non-experts n’auraient pas pu mener à bien une opération visant à faire exploser des gazoducs protégés par les technologies les plus récentes. Dans tous les cas, à tout le moins, les États côtiers de cette région, considérée comme l’une des plus surveillées au monde, ne pouvaient pas ne pas être au courant.

Comment concilier cela avec les menaces répétées contre le Nord Stream de la part des hauts dirigeants des États-Unis ? Or, dès que des faits gênants ont été révélés, les Américains et leurs alliés européens ont commencé à entraver l’enquête internationale par tous les moyens possibles. En outre, contrairement à de nombreux autres États Membres de l’ONU, ils n’ont montré aucun intérêt pour des efforts d’enquête entrepris sous les auspices du Secrétaire général. Ils ont beaucoup plus à gagner dans une situation où les États occidentaux jouissent d’une liberté totale et d’une impunité absolue dans le cadre d’un prétendu ordre fondé sur des règles imposé au monde entier et qui n’a rien à voir avec le droit international.

Nous tenons à souligner que tout effort visant à dissimuler les traces du sabotage en mer Baltique est voué à l’échec. Nous attendons des autorités allemandes, danoises et suédoises qu’elles prennent des mesures concrètes pour mener une enquête objective et transparente sur toutes les circonstances de l’incident, avec la participation obligatoire des autorités d’enquête russes et des autres parties intéressées. Dans l’intervalle, nous nous réservons le droit de mener notre propre enquête.

Dans ce contexte, nous avons pris note de la déclaration contenue dans la lettre des autorités allemandes, danoises et suédoises selon laquelle l'accès à la scène de crime serait ouvert. Si tel est le cas, nous supposons que nos autorités d'enquête et nos experts peuvent examiner la scène de crime de manière indépendante et à tout moment dans le cadre de la procédure pénale engagée par le Bureau du Procureur général de la Fédération de Russie conformément à son article sur les actes de terrorisme international.

La Fédération de Russie continuera à soulever la question du sabotage du Nord Stream au Conseil jusqu'à ce que les auteurs soient identifiés et amenés à répondre de leurs actes. La lettre mentionnée aujourd'hui laisse peu de doute sur le fait que ce n'est pas un objectif que les trois enquêtes nationales cherchent à atteindre. Nous utiliserons néanmoins tous les moyens à notre disposition pour faire en sorte que cet objectif soit atteint. Nous ne doutons pas que nos collègues du Conseil de sécurité et d'autres membres de la communauté internationale, animés d'un esprit constructif, soutiendront nos efforts. Nous sommes ouverts à la coopération dans ce domaine.

Le Conseil doit le dire clairement, les crimes contre l'infrastructure transfrontalière des gazoducs, qui constituent une menace directe contre la paix et la sécurité internationales, ne resteront pas impunis. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions empêcher la répétition de tels crimes dont tout État pourrait être victime.

M. Pérez Loose (Équateur) (*parle en espagnol*) : J'ai écouté attentivement les exposés présentés par les intervenants. Par ailleurs, j'ai également lu avec attention la lettre conjointe de la Suède, de l'Allemagne et du Danemark contenue dans le document publié sous la cote S/2023/517 du 10 juillet 2023, ainsi que son annexe, dans laquelle ils fournissent, séparément, des informations sur chacune des enquêtes nationales. Ces informations révèlent la nature complexe des enquêtes, qui comportent, entre autres, des aspects techniques, scientifiques et logistiques.

Il est clair que les explosions qui se sont produites le long des gazoducs sous-marins Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique sont le résultat d'actes de sabotage, et nous réaffirmons que rien ne justifie les attaques contre les infrastructures civiles critiques, y compris les infrastructures énergétiques. En plus de mettre en danger la sûreté de la navigation maritime et aérienne, ces actes ont été une source incommensurable de pollution de la vie marine locale, avec des conséquences potentiellement dévastatrices sur le climat, étant donné que des centaines de millions de mètres-cubes de gaz ont été libérés dans

l'atmosphère. Dans un climat géopolitique mondial hautement complexe, il faut éviter que de tels actes exacerbent les tensions ou déclenchent des réactions aux répercussions impossibles à prévoir.

Pour toutes les raisons susmentionnées, l'Équateur a déjà condamné ces actes à plusieurs reprises et continue d'appeler tous les États de l'Organisation à faire preuve d'un maximum de prudence et de retenue. En outre, nous resterons guidés par l'exposé du 21 février (voir S/PV.9266) de la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo, qui nous a engagés à éviter les spéculations et les accusations sans fondement qui risqueraient d'entraîner une escalade des tensions dans la région et d'entraver la recherche de la vérité. À cet égard, notre délégation, qui avait déjà, en mars, exprimé son appui aux enquêtes en cours au Danemark, en Allemagne et en Suède, est favorable à la poursuite de ces enquêtes qui visent à faire la lumière sur ce qui s'est produit.

M. de Rivière (France) : C'est la troisième fois en moins d'un mois que la Russie sollicite la tenue d'une séance sur ce sujet, sans qu'aucun nouveau développement ne vienne justifier cela. On ne peut par ailleurs pas s'empêcher de relever la contradiction entre la vive préoccupation qu'exprime la Fédération de Russie quant à l'atteinte qui aurait été faite envers une infrastructure critique européenne et son comportement qui consiste jour après jour à frapper les infrastructures civiles essentielles de l'Ukraine. Nous avons ainsi des raisons de douter du bien-fondé de la démarche russe. Une fois encore, il est clair que la Russie cherche à détourner l'attention du Conseil et de la communauté internationale.

La France a clairement marqué sa préoccupation après les deux explosions sous-marines qui ont frappé les gazoducs Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique le 26 septembre dernier. C'est sous notre présidence que le Conseil de sécurité s'est réuni le 30 septembre sur ce même sujet (voir S/PV.9144). Notre évaluation demeure inchangée : ces événements sont graves et ils doivent être pris au sérieux.

Des enquêtes ont été diligentées par l'Allemagne, par le Danemark et par la Suède. Au vu de la nature et du caractère sans précédent des actes de sabotage qui ont été commis, on comprend que ces procédures soient complexes et puissent prendre du temps. Nous n'avons aucune raison de douter du sérieux de celles-ci. Les enquêtes doivent aller à leur terme. Je tiens à remercier ces trois pays pour la lettre qu'ils ont adressée hier conjointement à la présidence du Conseil (S/2023/517) et qui fait le point sur ces enquêtes.

Il est peut-être utile de rappeler à la Russie que les enquêtes en cours sont conduites conformément aux principes fondamentaux de l'état de droit : les autorités judiciaires allemandes, suédoises et danoises sont indépendantes – je répète bien : indépendantes – et les instructions qu'elles conduisent ne sauraient faire l'objet d'interférence politique.

M. Anyanah (Ghana) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants de nous avoir fait part de leurs vues sur cette question. Par ailleurs, nous prenons acte de la lettre conjointe du Danemark, de l'Allemagne et de la Suède sur l'évolution de leurs enquêtes nationales en cours sur le sabotage des gazoducs Nord Stream (S/2023/517).

Le Ghana reste profondément préoccupé par le sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 en septembre dernier, compte tenu des effets sur le milieu marin et des risques potentiels sur les plans économique et humanitaire et en termes de sécurité qui pourraient résulter de la destruction de ce genre d'infrastructures critiques à caractère transfrontière. Nous maintenons donc notre appui aux enquêtes nationales actuellement menées par les pays intéressés, en particulier le Danemark et la Suède, sachant que l'incident s'est produit dans leurs zones économiques exclusives, ainsi que l'Allemagne.

Vu l'intérêt soutenu de la communauté internationale pour la question, nous estimons qu'il serait bon de produire des mises à jour fréquentes et des informations facilement accessibles sur l'état d'avancement des enquêtes afin de clarifier les faits et d'aider à déterminer s'il convient ou non de lancer un processus d'enquête international. En attendant la fin des enquêtes nationales, nous exhortons à la coopération entre toutes les parties prenantes concernées, y compris les exploitants des gazoducs, dans le but d'arriver à une seule et même version des circonstances qui ont abouti à ce malheureux incident.

Pour terminer, je réitère nos appels à toutes les parties concernées à s'abstenir d'actions unilatérales susceptibles de nuire à la paix.

M. França Danese (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants de leurs points de vue et analyses. Je prends également note de la lettre distribuée hier par le Danemark, l'Allemagne et la Suède (S/2023/517).

Immédiatement après les explosions survenues au niveau gazoducs Nord Stream 1 et 2 en septembre dernier, le Brésil, comme d'autres membres du Conseil, a exprimé sa profonde préoccupation au sujet de ce qui constituait clairement une menace à la paix et à la sécurité internationales. Nous considérons qu'il est indispensables

d'identifier les auteurs et qu'ils répondent de leurs actes. Pour cette raison, en mars dernier, nous avons soutenu une proposition consistant à ouvrir une enquête internationale, coordonnée par l'ONU, à l'appui des efforts des autorités nationales.

Nous savons que le Danemark, l'Allemagne et la Suède enquêtent actuellement sur l'incident. Nous avons foi en leur objectivité et attendons la divulgation d'éléments qui pourraient faire la lumière sur cet acte de sabotage, qui a entraîné d'immenses pertes économiques et infligé des dégâts considérables à l'environnement. Le Brésil souligne qu'il importe de publier dès que possible les conclusions des enquêtes en cours. Les conséquences de cet incident suscitent la préoccupation de la communauté internationale, en particulier parce que les médias diffusent à tort et à travers des récits et des versions non confirmées des événements.

Nous comprenons qu'il faut de la confidentialité et du temps pour la bonne conduite des procédures. Toutefois, l'absence de réponse, près de 10 mois après les explosions, crée de l'anxiété et accentue les tensions, même entre membres du Conseil. Nous encourageons une coopération accrue entre les États directement touchés et des efforts supplémentaires pour prévenir la mésinformation et veiller à ce que les résultats des enquêtes soient bientôt communiqués avec la transparence qui convient.

M. Afonso (Mozambique) (*parle en anglais*) : Le Mozambique tient à remercier les intervenants, M. Bryce Greene et M. Jeffrey Brodsky, de leurs mises à jour importantes et instructives.

Il s'est écoulé près d'un an depuis que le grave incident a eu lieu en mer Baltique en septembre 2022. Bien que l'idée prévale qu'il s'est effectivement agi d'un acte de sabotage et qu'une grave violation du droit international a été commise, nous sommes toujours en quête de réponses permettant de déterminer la vérité.

Par principe et au nom de sa politique en la matière, le Mozambique ne cautionne pas la destruction délibérée ou l'utilisation comme armes d'infrastructures critiques et transnationale, comme les gazoducs Nord Stream. Notre point de vue en l'occurrence s'inscrit dans l'esprit qui a mené à l'adoption de la résolution 2341 (2017), dont l'objectif est de protéger les infrastructures critiques contre de telles attaques.

Nous savons que les autorités compétentes des juridictions nationales allemandes, suédoises et danoises mènent actuellement des enquêtes sur cet incident. Nous prenons également acte de leur engagement à conduire une

procédure juste et impartiale pour faire toute la lumière sur ce qui semble être un acte délibéré de sabotage. En tant qu'organe ayant la responsabilité principale de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité doit naturellement être tenu au courant des résultats, préliminaires ou non, des enquêtes réalisées dans ces trois pays. Étant donné le caractère transnational et la propriété internationale de l'infrastructure concernée, il est normal et justifié de vouloir obtenir des réponses. Le Mozambique, qui est un pays qui investit massivement dans une infrastructure énergétique réglementée et ordonnée en vue de son développement et de celui de l'ensemble de sa région, est favorable à la conclusion rapide d'enquêtes objectives, impartiales et professionnelles sur cet incident.

M^{me} Chanda (Suisse) : J'ai pris note des remarques de M. Greene et de M. Brodsky.

Comme nous l'avons mentionné dans le passé, nous sommes préoccupés par les actes de sabotage présumés contre les gazoducs Nord Stream 1 et 2, qui ont entraîné des fuites de gaz inquiétantes en septembre dernier. Je réaffirme la condamnation par la Suisse de tout acte de sabotage contre les infrastructures critiques, y inclus les infrastructures énergétiques, et de leurs conséquences pour l'approvisionnement de la population, l'économie et l'environnement. Nous saluons les informations fournies dans la lettre conjointe du Danemark, de l'Allemagne et de la Suède du 10 juillet (S/2023/517). Comme indiqué dans cette lettre, les enquêtes nationales respectives continuent d'être menées pour faire la lumière sur les faits. Nous restons dans l'attente de leur conclusion.

M^{me} Onanga (Gabon) : Je remercie moi aussi l'ensemble des intervenants pour leurs exposés et leurs analyses.

Il y a presque 10 mois, des explosions sous-marines ont endommagé les gazoducs Nord Stream 1 et 2, en mer Baltique. Les fuites de méthane qui en ont résulté ont eu un impact indéniable sur la faune, la flore et le milieu marin.

Le Gabon prend note des investigations menées par l'Allemagne, le Danemark et la Suède. Le 27 juin, nous avons déjà examiné cette question, et nous sommes à nouveau réunis aujourd'hui pour en débattre. Mon pays réitère sa profonde préoccupation suite aux attaques perpétrées sur les infrastructures civiles et appelle les belligérants au respect des instruments juridiques internationaux pertinents protégeant les civils et les infrastructures civiles contre toute attaque armée. Mon pays réaffirme son appel au dialogue et à la concertation pour trouver une solution politique et diplomatique à cette crise.

M. De Bono Sant Cassia (Malte) (*parle en anglais*) : Malte condamne à nouveau fermement l'acte de sabotage qui, en septembre, a pris pour cible les gazoducs Nord Stream 1 et 2. De telles attaques font peser une grave menace sur la sécurité énergétique et la stabilité régionale. Nous réaffirmons également notre ferme opposition à toute forme de perturbation des infrastructures énergétiques critiques. Par ailleurs, les fuites qui en ont résulté ont représenté un gros risque pour les pays concernés et ont mis en péril une voie de transport importante pour une ressource énergétique vitale. Elles ont également exercé une pression supplémentaire sur les pays en développement et les marchés mondiaux de l'énergie, déjà durement touchés par l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Cet incident souligne la vulnérabilité des infrastructures énergétiques critiques.

Comme nous l'avons déjà dit, nous appuyons les enquêtes en cours menées par le Danemark, l'Allemagne et la Suède, dans lesquelles nous plaçons notre confiance. Nous sommes convaincus que ces enquêtes feront toute la lumière sur cet acte délibéré. Il est impératif de veiller à ce que ces processus nationaux soient menés à bien sans ingérence extérieure. Nous avons pleinement confiance en leur impartialité et leur crédibilité. Comme chacun le sait, les investigations de cette ampleur prennent du temps. Les affirmations persistantes selon lesquelles neuf mois auraient dû suffire pour mener l'enquête et établir la vérité dans cette affaire ne sont pas fondées. De telles insinuations ne nous rapprochent pas de la vérité et ne servent qu'à faire naître des soupçons injustifiés et à susciter de la méfiance entre les États.

Enfin, nous rappelons notre position ferme selon laquelle l'ouverture d'enquêtes supplémentaires à ce stade risquerait d'entraver sérieusement les progrès et d'avoir des effets contre-productifs sur les processus en cours.

M. Abushahab (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Les Émirats arabes unis réaffirment leur condamnation sans équivoque des actes de sabotage perpétrés en septembre contre les gazoducs Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique. De telles attaques constituent une menace pour la sécurité, la stabilité et la prospérité internationales. Elles perturbent dangereusement les marchés mondiaux de l'énergie, qui dépendent de la collaboration internationale, et causent des dommages écologiques importants. Ces actes préoccupent la communauté internationale et méritent toute l'attention du Conseil de sécurité.

En outre, nous tenons à dire que nous respectons et appuyons les enquêtes nationales menées actuellement par les autorités compétentes des pays concernés, dont

nous continuons à suivre les progrès. Nous constatons également l'attention accrue que suscite cette question au niveau international. Nous sommes conscients des intérêts légitimes en jeu et encourageons donc la coopération entre tous les pays et entités concernés. À cet égard, nous nous félicitons des mises à jour sur l'état d'avancement des enquêtes fournies au Conseil par le Danemark, l'Allemagne et la Suède dans leurs lettres conjointes du 21 février (S/2023/126) et du 10 juillet (S/2023/517) adressées à la Présidente du Conseil de sécurité. Nous accueillons favorablement l'échange d'informations accru dont témoigne la lettre d'hier. Les enquêtes étant toujours en cours, il est impératif de ne pas préjuger de leurs issues. Nous attendons leur achèvement rapide et la communication transparente de leurs conclusions, ainsi que des mises à jour en temps utile, le cas échéant.

Pour terminer, les Émirats arabes unis prennent très au sérieux les attaques contre les infrastructures critiques transfrontalières. Elles ne sauraient être tolérées en aucune circonstance et nous comptons bien que les responsables seront amenés à répondre de leurs actes.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Aujourd'hui, nous aurions pu, par souci de concision, faire référence à notre déclaration la plus récente sur cette question, faite il y a environ une semaine, puisqu'il n'y a rien de neuf dans ce dossier. Mais étant donné que nous sommes réunis, je voudrais faire les observations suivantes.

Premièrement, nous l'avons dit à maintes reprises et nous le répétons encore. Nous demeurons profondément préoccupés par l'acte manifeste de sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 dans les zones économiques exclusives du Danemark et de la Suède, en mer Baltique. De tels actes sont inacceptables. Nous réaffirmons notre plein appui aux enquêtes ouvertes par les autorités danoises, allemandes et suédoises pour déterminer les dommages, leur origine et les auteurs présumés. Nous nous félicitons de leur lettre conjointe d'hier (S/2023/517) indiquant que les enquêtes suivent leur cours, et nous avons pleinement confiance en leur objectivité et leur méticulosité. Les trois pays qui mènent ces investigations disposent d'institutions judiciaires solides et d'un bilan incontestable en termes d'état de droit.

Deuxièmement, il s'agit de la troisième séance sur cette question demandée avec empressement par la Russie en moins d'un mois. Il est évident que de telles procédures d'enquête sont complexes et nécessitent du temps, comme cela est souligné dans la lettre. Dans le même temps, Internet regorge d'informations, de désinformations et de mésinformations en tout genre, y compris des

théories hautes en couleur promues par des journalistes dépendants et indépendants, en particulier ceux qui ont le luxe d'user de leur liberté comme ils l'entendent.

Nous voulons tous et toutes connaître les résultats, mais nous devons nous armer de patience et attendre les conclusions des enquêtes en cours. Par conséquent, le fait d'inscrire sans cesse cette discussion à l'ordre du jour du Conseil de sécurité s'apparente davantage à un moyen de pression politique et à une manœuvre visant à détourner l'attention d'autres questions. La politisation de la procédure d'enquête et la pression artificielle que fait peser sur elle le recours à des discours incendiaires ne contribuent pas à accélérer le processus, ce que nous appelons tous et toutes de nos vœux.

Troisièmement, certes nous voulons tous et toutes connaître la vérité sur les actes de sabotage, mais l'obsession consistant à se focaliser sur cette question précise est à la fois cynique et absurde alors que, depuis plus de 500 jours, la Russie mène une guerre injustifiée, agressive et impitoyable contre son voisin, avec des conséquences humaines et économiques dévastatrices. Aujourd'hui, comme chaque année à la date du 11 juillet, nous commémorons le génocide de Srebrenica. L'ampleur et la dépravation de cette tragédie continuent de peser sur nos âmes 28 ans plus tard. Je la mentionne non seulement parce qu'elle mérite d'être commémorée avec humilité, mais aussi parce qu'elle s'est produite au cours de la dernière guerre en Europe, et nous nous sommes engagés à ne jamais laisser ces événements tragiques se répéter.

C'est pourquoi j'insiste sur le fait que, s'agissant du dossier de la guerre en Ukraine, il existe des questions bien plus importantes et plus graves qui doivent et devraient retenir notre attention au quotidien, comme le meurtre de plus de 9 000 civils innocents, dont 500 enfants, l'ensemble des crimes ignobles commis par l'armée russe, la destruction délibérée de zones résidentielles par des vagues de drones kamikazes iraniens acquis illégalement, la déportation forcée de milliers d'enfants ukrainiens vers la Russie en vue d'y être proposés à l'adoption, l'ampleur et le coût effrayants des destructions délibérées d'infrastructures civiles, ainsi que la décimation de l'économie ukrainienne.

Dans une évaluation conjointe de l'ONU, du Groupe de la Banque mondiale, de la Commission européenne et du Gouvernement ukrainien, le coût de la reconstruction et du relèvement de l'Ukraine est estimé à 411 milliards de dollars. Le rapport indique que les dommages directs aux bâtiments et aux infrastructures s'élèvent à plus de 135 milliards de dollars. Les secteurs les plus touchés

sont ceux du logement, des transports, de l'énergie, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, c'est-à-dire l'épine dorsale de l'économie. Ce constat remonte au mois dernier. Le coût de la guerre, y compris pour la Russie elle-même, augmente chaque heure, chaque jour.

Par conséquent, et ce sera mon dernier point, au lieu de demander la tenue de séances sur le gazoduc Nord Stream et de faire perdre du temps au Conseil par la politisation futile d'un processus d'enquête qui est en cours, il serait plus utile et productif pour la Russie de mettre fin à la guerre en Ukraine et de s'engager sérieusement dans la voie de la diplomatie, en commençant par retirer complètement ses troupes du territoire ukrainien.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : J'ai écouté les exposés des deux intervenants. J'ai également lu la lettre adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par l'Allemagne, la Suède et le Danemark (S/2023/517).

L'explosion du gazoduc Nord Stream s'est produite il y a près de 10 mois. Le Conseil de sécurité a tenu plusieurs débats sur cette question, dans différents formats. La Chine a déjà exposé sa position de manière exhaustive. Aujourd'hui, je m'arrêterai seulement sur trois points.

Premièrement, l'explosion du gazoduc Nord Stream constitue non seulement une menace directe pour la sécurité des infrastructures transnationales, mais a également des répercussions négatives sur l'environnement écologique et sur la sécurité de la navigation dans les zones maritimes concernées. Il est impératif d'adopter une approche responsable à l'égard de la sécurité et du développement de la région, en menant une enquête indépendante et professionnelle sur l'incident et en veillant à ce que ses conclusions soient objectives et impartiales, fassent autorité et résistent à l'épreuve du temps.

Deuxièmement, les pays concernés mènent depuis un certain temps déjà des enquêtes au niveau national sur l'explosion du gazoduc Nord Stream. Toutefois, un communiqué clair se fait toujours attendre. Plus le temps passe, plus il sera difficile de recueillir des éléments de preuve et d'établir la vérité. Plus les doutes et les spéculations se multiplient, moins les résultats des enquêtes seront crédibles. La Chine estime que la meilleure façon de répondre aux préoccupations de la communauté internationale est d'annoncer les conclusions de l'enquête dès que possible, même s'il ne s'agit que d'une étape.

Troisièmement, l'explosion du gazoduc Nord Stream est survenue dans le contexte de la crise ukrainienne. Les parties concernées ont formulé des analyses et des interprétations très différentes à la suite de cet

incident. Nous appelons toutes les parties à ne pas politiser les enquêtes, et encore moins à les utiliser comme moyen de manipulation politique. La Russie est l'une des principales parties impliquées dans l'explosion, et toute enquête objective et impartiale exige de communiquer et de coopérer avec elle. J'espère que les pays concernés le reconnaîtront et prendront des mesures constructives en conséquence.

Pour terminer, je tiens à renouveler l'appel de la Chine pour que les faits entourant l'explosion soient rapidement élucidés et que les auteurs soient traduits en justice dans les plus brefs délais. Nous demandons au Secrétariat de fournir des informations plus utiles et au Conseil de rester saisi de la question.

M. DeLaurentis (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Comme d'autres l'ont souligné, c'est la troisième fois en moins d'un mois que la Russie demande au Conseil de se pencher sur la question du gazoduc Nord Stream. Les efforts entrepris par la Russie pour tenter d'utiliser le Conseil comme plateforme de désinformation sont aussi cyniques que limpides. Le fait d'assaillir le Conseil de séances à répétition ne changera en rien la situation sur le terrain.

Comme nous l'avons souligné à maintes reprises, nous ne cautionnons pas cette attaque contre des infrastructures critiques. Nous restons confiants dans les enquêtes compétentes et crédibles menées actuellement par l'Allemagne, la Suède et le Danemark. Nous remercions ces pays de leur détermination à mener des enquêtes diligentes et impartiales sur cette attaque, ainsi que de la lettre qu'ils ont récemment adressée au Conseil à ce sujet (S/2023/517). Les prétendues préoccupations que la Russie ne cesse d'exprimer sans fondement au sujet de la transparence et de l'impartialité de ces enquêtes sonnent aussi creux que ses déclarations dans lesquelles elle affirmait n'avoir aucun lien avec le groupe Wagner et ne pas avoir l'intention d'envahir l'Ukraine. Les pays directement concernés doivent être autorisés à mener à bien leurs enquêtes sans faire l'objet de pressions indues ni d'allégations fallacieuses. La Russie ne peut et ne doit pas être autorisée à préjuger des résultats de ces enquêtes, ni à les compromettre, avant qu'elles ne soient terminées.

L'hypocrisie est à son comble. La Russie prétend respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale, alors qu'elle envahit son voisin souverain et tente d'annexer son territoire. La Russie fait désormais fi de la juridiction des autorités nationales compétentes qui mènent et sont en train de conclure des enquêtes dans leurs zones économiques exclusives. La Russie affirme également vouloir une

enquête impartiale, pour autant que cette enquête confirme ses accusations fallacieuses selon lesquelles les États-Unis seraient à l'origine des attaques. Nous réfutons à nouveau catégoriquement toute allégation concernant une quelconque responsabilité des États-Unis dans ces attaques.

Tandis que la Russie continue de se livrer à des lamentations théâtrales et d'exprimer des préoccupations sélectives concernant la protection des infrastructures critiques, elle rase des villes entières en menant des attaques incessantes contre l'Ukraine. Elle importe des drones d'Iran, en violation flagrante de la résolution 2231 (2015), et les déploie dans des attaques qui tuent des civils en Ukraine. L'objectif poursuivi ici par la Russie est simple : elle cherche à submerger le Conseil de séances consacrées à la question du gazoduc Nord Stream, à saper les enquêtes en cours et à détourner l'attention de ses attaques incessantes contre les centrales électriques, les hôpitaux, les écoles et les immeubles d'habitation en Ukraine.

Les enquêtes nationales en cours doivent disposer de l'espace nécessaire pour être menées à bien. Le Conseil doit s'opposer à la tenue de séances à répétition qui n'ont d'autre but que de lui faire perdre son temps, de diffuser de la désinformation et de détourner l'attention de l'indéfectible guerre d'agression que le Kremlin mène contre l'Ukraine.

M^{me} Shino (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants de leurs exposés et je me félicite des informations instructives contenues dans la lettre de l'Allemagne, de la Suède et du Danemark (S/2023/517).

Les ressources énergétiques, dont le gaz naturel, sont fondamentales pour la vie des gens. La situation énergétique mondiale est tendue depuis quelques années. Le vandalisme visant les infrastructures et les installations essentielles est un acte inacceptable qui peut avoir de profondes répercussions sur un nombre incalculable de personnes. Le Japon est donc profondément préoccupé par l'incident qui a touché les gazoducs Nord Stream et par les dégâts durables qu'il pourrait causer à l'environnement marin et les risques à long terme qui pourraient en découler.

Nous suivons de près l'évolution des enquêtes nationales que sont en train de mener les autorités allemandes, suédoises et danoises et nous réjouissons de les voir se poursuivre, et nous sommes certains qu'elles seront menées de manière équitable. Nous espérons que ces enquêtes seront achevées dans les plus brefs délais et que leurs résultats seront communiqués au Conseil de sécurité. Il reviendra ensuite à ce dernier d'examiner toute question qui se rapporte à la paix et à la stabilité de la communauté internationale, mais nous ne voulons

pas spéculer sans informations objectives. Le Conseil doit attendre que les autorités nationales aient terminé leur travail.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni condamne les actes de sabotage d'infrastructures nationales essentielles. Nous devons traiter le sabotage du gazoduc Nord Stream avec le plus grand sérieux. La communauté internationale s'en préoccupe et veut obtenir des réponses claires sur ces événements et les personnes qui en sont responsables. Comme nous l'avons déjà dit, le meilleur moyen d'obtenir ces réponses est d'appuyer les enquêtes impartiales du Danemark, de la Suède et de l'Allemagne et de respecter ces processus. Nous ne pensons pas que l'on utilise au mieux le temps du Conseil de sécurité en préjugant du résultat des enquêtes, en dictant la manière dont elles doivent être conduites ou en leur nuisant de quelque autre manière que ce soit.

Nous accueillons avec satisfaction la dernière mise à jour transmise par l'Allemagne au nom du Danemark et de la Suède, et nous saluons leur engagement à tenir le Conseil de sécurité informé. La lettre adressée à la Présidente du Conseil de sécurité (S/2023/517) souligne la complexité des enquêtes en cours et indique que ce processus prendra du temps. Nous sommes certains que lorsque les enquêtes seront terminées, leurs conclusions feront autorité. Nous et les autres membres du Conseil devons continuer d'appuyer pleinement ces enquêtes afin de pouvoir établir qui sont les responsables de ces actes. Enfin, nous nous voyons contraints de constater l'attitude incohérente de la Russie à l'égard des infrastructures civiles. La Russie, qui se prétend outrée dans le cas présent, prend systématiquement pour cible les infrastructures civiles dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine, se rendant responsable de la mort de milliers de civils. Une telle hypocrisie ne nous surprend pas, mais il est difficile de prendre au sérieux la moindre parole des Russes à ce sujet.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Parce que nous avons pris la parole en tout début de séance, je me permets de faire quelques commentaires. Premièrement, je voudrais demander au représentant des États-Unis de clarifier un point. Si je me souviens bien, il a

dit que les États touchés avaient le droit de participer à cette enquête et devaient le faire. Considère-t-il que la Fédération de Russie – l'État auquel appartenait le gazoduc – fait partie des États touchés, ou estime-t-il que seuls les États de la zone côtière qui entoure le site sont concernés ? J'espère qu'il inclut la Fédération de Russie parmi les États touchés. Le contraire serait tout simplement illogique. Nous comptons donc sur l'appui du représentant des États-Unis afin que nos experts puissent participer à l'enquête en cours, et nous avons beaucoup plus de raisons de le faire à présent.

Je souhaite faire un autre commentaire. Je constate que les déclarations d'aujourd'hui, qu'une grande partie

de nos collègues occidentaux ont presque entièrement consacrées à la crise ukrainienne, nous ont permis de déterminer clairement les liens de cause à effet qui ont guidé les auteurs de ces crimes et ceux qui continuent de les couvrir. Je les en remercie, car il valait la peine de participer à la présente séance rien que pour ça. Je ne doute pas qu'il s'agisse d'un élément très précieux pour toute enquête russe ou internationale future, et je suis certain que le procès-verbal de la présente séance mérite pleinement d'en devenir un document clef, au moins durant les phases initiales.

La séance est levée à 16 h 15.